

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 4 du 29 janvier 2015

TEXTE SIGNALE

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection mutuelle de la propriété intellectuelle dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Du 14 février 2006

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES.

ACCORD entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection mutuelle de la propriété intellectuelle dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Du 14 février 2006

NOR

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 101-1.8.7

Référence de publication : (www.basedoc.diplomatie.gouv.fr) ; signalé au BOC 4/2015.

A C C O R D

entre le Gouvernement de la République Française

et le Gouvernement de la Fédération de Russie

relatif à la protection mutuelle de la propriété intellectuelle

dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés « les Parties »,

Considérant :

la Convention de Paris relative à la protection de la propriété industrielle en date du 20 mars 1883 ;

la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en date du 14 juillet 1967 ;

l'Accord entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération en matière d'armement en date du 4 février 1994 ;

l'Accord entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la défense en date du 4 février 1994 ;

l'Accord entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection des informations et matériels classifiés en date du 18 décembre 2000 ;

Souhaitant favoriser une meilleure compréhension mutuelle et la coopération dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle dans le cadre de la coopération militaire technique bilatérale afin de contribuer à des projets communs,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article Premier

Aux fins du présent Accord sont utilisées les définitions suivantes :

— "coopération militaire et technique" : désigne les activités internationales communes des Parties dans le domaine de l'import-export de produits à vocation militaire, y compris la fourniture ou l'acquisition de tels produits, ainsi que leur élaboration, modernisation et production ;

— « propriété intellectuelle » s'entend dans le sens indiqué à l'article 2 de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle signée à Stockholm le 14 juillet 1967 , y compris la protection des informations confidentielles;

— « propriété intellectuelle » s'entend dans le sens indiqué à l'article 2 de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle signée à Stockholm le 14 juillet 1967, y compris la protection des informations confidentielles;

— « produits à vocation militaire » désigne l'armement, le matériel de guerre, ainsi que les travaux, les services, la propriété intellectuelle et les informations scientifiques et techniques associés ;

— « Informations scientifiques et techniques » désigne dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale, des informations enregistrées ou imprimées de nature scientifique ou technique, quels que soient la forme, les caractéristiques du document et/ou le support de présentation.

Ces informations peuvent comprendre, de manière non limitative : données expérimentales et résultats d'essais, spécifications, modèles et procédés de conception, inventions et découvertes brevetables ou non, descriptions techniques et autres travaux de nature technique, topographie de circuits à semi-conducteurs, dossiers techniques et dossiers de fabrication, informations confidentielles se rapportant à l'industrie et savoir-faire, ainsi que des informations relatives à des techniques industrielles.

Les informations scientifiques et techniques peuvent se présenter sous forme de documents, illustrations, dessins et autres représentations graphiques, d'enregistrements sur disques ou pellicule (à lecture optique, magnétique ou par laser), de logiciels informatiques, y compris des programmes et des bases de données, sous forme de sorties imprimées ou de données conservées en mémoire dans un ordinateur, de même que sous toute autre forme ;

— « informations confidentielles » désigne des informations scientifiques et techniques qui possèdent une valeur commerciale réelle ou potentielle, pour lesquelles il n'y a pas de libre accès sur une base légale et dont le propriétaire prend des mesures afin d'en assurer la confidentialité ;

— « propriété intellectuelle préexistante » désigne la propriété intellectuelle appartenant à l'Etat de l'une des Parties et/ou à ses organismes coopérants, obtenue hors du cadre des projets mis en œuvre conjointement par les Parties et/ou les organismes coopérants dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale ;

— « propriété intellectuelle créée » désigne la propriété intellectuelle créée dans le cadre de projets mis en œuvre conjointement par les Parties et/ou les organismes coopérants dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale ;

— « organismes coopérants » désigne les organismes qui, conformément à la législation et à la réglementation des Etats des Parties, sont habilités à participer à la mise en œuvre de projets communs dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Article 2

Le présent Accord a pour but d'assurer la protection de la propriété intellectuelle dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Les Parties et/ou les organismes coopérants peuvent préciser dans des arrangements et/ou contrats particuliers les principes de mise en œuvre, droits et obligations relatifs à la protection des informations scientifiques et techniques qu'ils échangent ou qu'ils créent dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Article 3

Dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale, les Parties assurent sur le territoire de leur Etat la protection de la propriété intellectuelle conformément à la législation et à la réglementation des Etats des Parties et à leurs engagements internationaux.

Article 4

Les autorités habilitées des Parties chargées de la mise en œuvre du présent Accord sont :

pour la Partie française, le ministère de la Défense de la République Française.

pour la Partie russe, le ministère de la Justice de la Fédération de Russie avec la participation du ministère de la Défense de la Fédération de Russie ;

Les Parties s'informent en temps opportun, par la voie diplomatique, des changements de leurs autorités habilitées.

Article 5

Afin d'assurer la concertation entre elles en matière de protection de la propriété intellectuelle, les Parties :

- se consultent sur les questions liées à la protection de la propriété intellectuelle ;
- veillent au respect de la législation et de la réglementation afférentes à la protection de la propriété intellectuelle appartenant aux Etats des Parties et/ou aux organismes coopérants ;
- communiquent, à la demande de l'autre Partie, les textes législatifs et réglementaires qui régissent les modalités d'utilisation et de protection de la propriété intellectuelle ;
- peuvent procéder à des échanges d'expérience sur les questions de protection de la propriété intellectuelle ;
- peuvent procéder à des échanges d'expérience de coopération internationale et à des échanges d'informations portant sur la participation de chacune des Parties à d'autres traités internationaux reflétant les particularités de la protection de la propriété intellectuelle ;
- mettent en œuvre d'autres formes de coopération décidées d'un commun accord entre les Parties.

Article 6

Lors de la conclusion d'arrangements ou de contrats, les Parties et/ou les organismes coopérants conviennent de la répartition des droits sur la propriété intellectuelle créée dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

Article 7

Dans les arrangements ou contrats négociés par les Parties et/ou les organismes coopérants dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale, il est suggéré de tenir compte de ce qui suit :

- les informations scientifiques et techniques dont la création, la transmission ou l'utilisation sont prévues lors de la mise en œuvre de ces arrangements ou contrats ;

— la contribution de chacune des Parties et/ou de chacun des organismes coopérants lors de l'exécution de ces arrangements ou contrats, y compris la propriété intellectuelle préexistante ;

— les obligations des Parties et/ou des organismes coopérants en matière de protection de la propriété intellectuelle;

— les modalités et l'étendue de l'utilisation de la propriété intellectuelle sur les territoires des Etats des Parties, ainsi que sur ceux d'Etats tiers ;

— les droits de l'une des Parties et/ou de l'un des organismes coopérants en cas de non respect, par l'autre Partie et/ou organisme coopérant, de ses obligations en matière de protection de la propriété intellectuelle ;

— les droits des Parties et/ou des organismes coopérants à faire usage d'informations confidentielles et leurs obligations en matière de protection de celles-ci.

Article 8

Lors de la mise en œuvre de projets communs aboutissant à des résultats protégeables par brevet, les Parties se concertent pour décider de les conserver sous le régime de la confidentialité ou d'entreprendre les démarches aboutissant à la délivrance d'un brevet.

Si les Parties et/ou leurs organismes coopérants décident d'un commun accord d'engager une procédure de délivrance d'un brevet, le lieu du dépôt de la première demande de brevet est déterminé conformément à la législation et à la réglementation des Etats des Parties et à leurs engagements internationaux.

Les Parties se concertent sur la possibilité de faire breveter conjointement les résultats obtenus ou de faire déposer la demande par l'une des Parties en son nom et à sa charge, à condition que cette Partie concède à l'autre Partie une licence non exclusive, irrévocable et gratuite d'exploitation desdits résultats à des fins uniquement non commerciales. L'utilisation de ces résultats à d'autres fins est décidée d'un commun accord entre les Parties.

Chacune des Parties informe l'autre Partie de toute réclamation, présentée sur son territoire, liée à des violations des conditions d'utilisation des brevets, et survenant lors de l'exécution de projets communs mis en œuvre dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale.

D'un commun accord des organismes coopérants, les dispositions du présent article peuvent être étendues aux contrats conclus entre eux.

Article 9

Les Parties n'octroient, ne vendent, ne cèdent ni ne transmettent d'une autre manière à des Etats tiers ou à de tierces personnes physiques ou morales des informations scientifiques et techniques appartenant à l'Etat de l'autre Partie et/ou à ses organismes coopérants sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

La transmission de ces informations s'effectue conformément à la législation et à la réglementation des Etats des Parties et à leurs engagements internationaux.

Article 10

Conformément à la législation et à la réglementation des Etats des Parties et à leurs engagements internationaux, les Parties s'efforcent de prévenir les infractions aux droits de propriété intellectuelle appartenant à l'Etat de l'autre Partie, notamment lors de la fabrication et/ou de la modernisation de produits à vocation militaire.

Les Parties définissent d'un commun accord les règles relatives à la diffusion, du territoire de leur Etat vers celui d'Etats tiers, des produits à vocation militaire créés dans le cadre de projets communs grâce à l'utilisation de la propriété intellectuelle et d'informations scientifiques et techniques appartenant à l'autre Partie et/ou à ses organismes coopérants, en tenant compte de la législation et de la réglementation des Etats des Parties (y compris en matière de contrôle des exportations) et de leurs engagements internationaux.

Article 11

Les Parties reconnaissent que, dans le cadre des arrangements ou contrats conclus, les informations scientifiques et techniques peuvent, en particulier, relever de la catégorie des « informations confidentielles » et de celle des « informations classifiées ».

À l'égard des informations confidentielles, les Parties et leurs organismes coopérants s'inspirent des principes suivants :

— les informations reconnues comme confidentielles par l'une des Parties sont automatiquement reconnues comme telles par l'autre Partie ;

— les informations confidentielles sont utilisées exclusivement aux fins pour lesquelles elles sont transmises ;

— les informations confidentielles sont transmises à la Partie destinataire suivant les modalités établies par la législation et la réglementation de l'Etat de la Partie d'origine ;

— chacune des Parties prend toutes les mesures pour prévenir la divulgation des informations confidentielles, sauf dans les cas où la Partie d'origine des informations a préalablement donné son accord écrit en vue de cette divulgation.

Le traitement des informations classifiées est assuré par les Parties conformément à l'Accord entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection des informations et matériels classifiés du 18 décembre 2000.

Article 12

Les différends liés à l'interprétation et/ou à la mise en œuvre du présent Accord sont réglés par voie de consultations ou de négociations entre les Parties.

Article 13

Le présent Accord entre en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications écrites de l'accomplissement par les Parties des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.

D'un commun accord des Parties, le présent Accord peut être complété ou modifié par écrit.

Article 14

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq années et est reconduit tacitement de cinq ans en cinq ans.

Le présent Accord peut être dénoncé si l'une des Parties notifie par écrit par voie diplomatique à l'autre Partie au moins six mois avant l'expiration de la période de validité de l'Accord son intention d'y mettre un terme.

Dans ce cas, sa validité cesse à l'expiration d'un délai de 90 jours à partir du jour de la réception par l'autre Partie de la notification de dénonciation.

La cessation de validité du présent Accord n'affecte pas l'exécution des obligations des Parties découlant des articles 9, 10 et 11 du présent Accord, sauf dispositions contraires convenues entre les Parties.

Fait à Moscou le 14 février 2006 en double exemplaire en langues russe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française



JEAN CADET
Ambassadeur de France
en Russie

Pour le Gouvernement
de la Fédération de Russie



IOURI TCHAIKA
Ministre de la
Justice

СОГЛАШЕНИЕ

между Правительством Французской Республики

и Правительством Российской Федерации

о взаимной охране интеллектуальной собственности

в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, в дальнейшем именуемые Сторонами,

принимая во внимание:

Парижскую конвенцию об охране промышленной собственности от 20 марта 1883 г.;

Конвенцию, учреждающую Всемирную организацию интеллектуальной собственности, от 14 июля 1967 г.;

Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о военно-техническом сотрудничестве от 4 февраля 1994 г.;

Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о сотрудничестве в области обороны от 4 февраля 1994 г.;

Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о защите секретных информации и материалов от 18 декабря 2000 г.,

желая способствовать лучшему взаимопониманию и сотрудничеству в сфере охраны прав интеллектуальной собственности в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества,

в целях осуществления совместных проектов,

согласились о нижеследующем:

Статья 1

Для целей настоящего Соглашения применяются следующие определения:

«военно-техническое сотрудничество» – совместная международная деятельность Сторон в области вывоза и ввоза продукции военного

назначения, в том числе путем поставки или закупки такой продукции, а также в области ее разработки, модернизации и производства;

«интеллектуальная собственность» – понимается в значении, указанном в статье 2 Конвенции, учреждающей Всемирную организацию интеллектуальной собственности, подписанной в Стокгольме 14 июля 1967 г., включая охрану конфиденциальной информации;

«продукция военного назначения» – вооружение, военная техника, а также соответствующие работы, услуги, интеллектуальная собственность и научно-техническая информация;

«научно-техническая информация» - в рамках двустороннего военно-технического сотрудничества означает: зарегистрированные или отпечатанные сведения научно-технического характера вне зависимости от формы, характеристик документа и/или иного их носителя.

Такие сведения могут включать, но этим не ограничиваться: экспериментальные данные и результаты испытаний, технические спецификации, промышленные образцы и конструкторские технологии, изобретения и открытия, подпадающие или не подпадающие под патентование, технические описания и прочие труды технического характера, топологии интегральных микросхем, техническая и производственная документация, конфиденциальная информация, относящаяся к промышленности, ноу-хау, а также сведения, относящиеся к технике производства.

Научно-техническая информация может быть представлена в виде документации, иллюстраций, чертежей и в любых других графических формах, в виде записей на дисках и пленках (для оптического, магнитного и лазерного считывания), программного обеспечения, включая программы и

базы данных в виде распечаток или данных, хранящихся в памяти компьютера, а также в любой иной форме;

«конфиденциальная информация» – научно-техническая информация, которая имеет действительную или потенциальную коммерческую ценность, к которой нет свободного доступа на законном основании и обладатель которой принимает меры к обеспечению ее конфиденциальности;

«предшествующая интеллектуальная собственность» – интеллектуальная собственность, принадлежащая государству одной из Сторон и/или его сотрудничающим организациям, полученная вне рамок проектов, совместно реализуемых Сторонами и/или сотрудничающими организациями в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества;

«созданная интеллектуальная собственность» – интеллектуальная собственность, полученная в рамках проектов, совместно реализуемых Сторонами и/или сотрудничающими организациями в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества;

«сотрудничающие организации» – организации, которые в соответствии с законодательными и иными нормативными правовыми актами государств Сторон уполномочены участвовать в реализации совместных проектов в рамках двустороннего военно-технического сотрудничества.

Статья 2

Целью настоящего Соглашения является обеспечение охраны интеллектуальной собственности в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества.

Стороны и/или сотрудничающие организации могут конкретизировать в отдельных соглашениях и/или контрактах принципы

реализации, права и обязанности, касающиеся охраны научно-технической информации, которой они обмениваются или которую они создают в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества.

Статья 3

Каждая из Сторон в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества обеспечивает на территории своего государства охрану интеллектуальной собственности в соответствии с законодательными и иными нормативными правовыми актами государств Сторон и их международными обязательствами.

Статья 4

Уполномоченными органами Сторон по реализации настоящего Соглашения являются:

с Французской Стороны – Министерство обороны Французской Республики;

с Российской Стороны – Министерство юстиции Российской Федерации с участием Министерства обороны Российской Федерации.

Стороны своевременно уведомляют друг друга по дипломатическим каналам об изменении своих уполномоченных органов.

Статья 5

С целью взаимодействия в области охраны интеллектуальной собственности Стороны:

согласовывают вопросы, связанные с охраной интеллектуальной собственности;

следят за соблюдением законодательных и иных нормативных правовых актов по охране интеллектуальной собственности,

принадлежащей государствам Сторон и/или сотрудничающим организациям;

предоставляют по запросу другой Стороны законодательные и иные нормативные правовые акты, регламентирующие порядок использования и охраны интеллектуальной собственности;

могут обмениваться опытом по вопросам охраны интеллектуальной собственности;

могут обмениваться опытом международного сотрудничества и информацией об участии каждой из Сторон в других международных договорах, отражающих особенности охраны интеллектуальной собственности;

реализуют другие формы сотрудничества, согласованные Сторонами.

Статья 6

Стороны и/или сотрудничающие организации при заключении соглашений или контрактов договариваются о распределении прав интеллектуальной собственности, созданной в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества.

Статья 7

В соглашениях или контрактах, заключаемых Сторонами и/или сотрудничающими организациями в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества, рекомендуется учитывать:

научно-техническую информацию, создание, передача или использование которой предусматривается при реализации соглашений или контрактов;

вклад каждой из Сторон и/или сотрудничающих организаций при выполнении соглашений или контрактов, включая предшествующую интеллектуальную собственность;

обязательства Сторон и/или сотрудничающих организаций по обеспечению охраны интеллектуальной собственности;

формы и объем использования интеллектуальной собственности на территориях государств Сторон, а также на территориях третьих государств;

права одной Стороны и/или сотрудничающей организации в случае несоблюдения другой Стороной и/или сотрудничающей организацией обязательств по обеспечению охраны интеллектуальной собственности;

права Сторон и/или сотрудничающих организаций на использование конфиденциальной информации и их обязательства по обеспечению ее охраны.

Статья 8

При реализации совместных проектов, в ходе которых получены патентоспособные результаты, Стороны путем взаимных консультаций согласовывают вопрос о сохранении таких результатов в режиме конфиденциальности либо об осуществлении мер, направленных на получение соответствующего патента.

Если Стороны и/или сотрудничающие организации принимают согласованное решение о начале процедуры патентования, то место подачи первой заявки на выдачу патента определяется в соответствии с законодательными и иными нормативными правовыми актами государств Сторон и их международными обязательствами.

Стороны согласовывают возможность совместного патентования полученных результатов либо подачи заявки одной из Сторон от своего имени и за свой счет при условии, что эта Сторона предоставит другой

Стороне неисключительную, безотзывную, безвозмездную лицензию на использование указанных результатов исключительно в некоммерческих целях. Решение об использовании указанных результатов в иных целях принимается по взаимному согласию Сторон.

Каждая из Сторон уведомляет другую Сторону о любых претензиях, предъявляемых на ее территории, связанных с нарушениями условий использования патентов при выполнении совместных проектов в ходе двустороннего военно-технического сотрудничества.

По взаимному согласию сотрудничающих организаций положения настоящей статьи могут быть распространены на заключаемые между ними контракты.

Статья 9

Стороны не предоставляют, не продают, не переуступают и не передают иным образом третьим государствам или третьим физическим или юридическим лицам научно-техническую информацию, принадлежащую государству другой Стороны и/или ее сотрудничающим организациям, без предварительного письменного согласия другой Стороны.

Передача такой информации осуществляется в соответствии с законодательными и иными нормативными правовыми актами государств Сторон и их международными обязательствами.

Статья 10

Стороны в соответствии с законодательными и иными нормативными правовыми актами государств Сторон и их международными обязательствами прилагают усилия по предотвращению нарушений прав интеллектуальной собственности, принадлежащих государству другой Стороны, в том числе при производстве и/или модернизации продукции

военного назначения.

Стороны по обоюдному согласию определяют правила распространения с территории своего государства на территории третьих государств продукции военного назначения, созданной в рамках совместных проектов с использованием интеллектуальной собственности и научно-технической информации, принадлежащих другой Стороне и/или ее сотрудничающим организациям, с учетом законодательных и иных нормативных правовых актов (в том числе законодательства по экспортному контролю) государств Сторон и их международных обязательств.

Статья 11

Стороны признают, что научно-техническая информация в рамках заключенных соглашений или контрактов может, в частности, относиться к категориям «конфиденциальная информация» и «секретная информация».

В отношении конфиденциальной информации Стороны и их сотрудничающие организации исходят из следующих принципов:

информация, признанная конфиденциальной одной из Сторон, автоматически признается таковой и другой Стороной;

конфиденциальная информация используется исключительно в тех целях, для которых она передается;

конфиденциальная информация передается получающей Стороне в порядке, установленном законодательными и иными нормативными правовыми актами государства передающей Стороны;

каждая из Сторон принимает все меры, чтобы предотвратить раскрытие конфиденциальной информации, за исключением случаев, когда Сторона, от которой исходит информация, в письменном виде предварительно дает согласие на такое раскрытие.

Обращение с секретной информацией обеспечивается Сторонами в соответствии с Соглашением между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о защите секретных информации и материалов от 18 декабря 2000 г.

Статья 12

Споры, возникающие в связи с толкованием и/или применением настоящего Соглашения, будут разрешаться путем консультаций или переговоров между Сторонами.

Статья 13

Настоящее Соглашение вступает в силу с даты получения последнего письменного уведомления о выполнении Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

По взаимному согласию Сторон в настоящее Соглашение могут быть внесены дополнения или изменения, которые оформляются в письменной форме.

Статья 14

Настоящее Соглашение заключается сроком на пять лет и автоматически продлевается на последующие пятилетние периоды.

Настоящее Соглашение может быть расторгнуто, если одна из Сторон письменно уведомит по дипломатическим каналам другую Сторону не менее чем за шесть месяцев до истечения очередного периода действия Соглашения о своем намерении прекратить его действие. В этом случае Соглашение прекращает действовать по истечении 90 дней со дня получения другой Стороной уведомления о его расторжении.

Прекращение действия настоящего Соглашения не затрагивает выполнения обязательств Сторон, вытекающих из статей 9, 10 и 11 настоящего Соглашения если Стороны, не договорятся об ином.

Совершено в Москве « 14 » Февраля 2006 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

**За Правительство
Французской Республики**



Jean CADET
Ambassadeur de France
en Russie

**За Правительство
Российской Федерации**



Iouri TCHAIKA
Ministre de la
Justice

